



EXPERTS COMPTABLES
COMMISSAIRES AUX COMPTES



3 rue Pierre et Marie Curie
Parc de Chavailles
33520 BRUGES



+33 (0)5 57 19 12 12



sagec@actheos.com



www.actheos.com

**COMITE D'ETUDE ET D'INFORMATION
SUR LA DROGUE ET LES ADDICTIONS**

24 rue du Parlement Saint-Pierre
33000 BORDEAUX

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE 2024

Dossier suivi par M. Sébastien CRUEGE - Commissaire aux Comptes

Paris
Rouen
Rennes
Le Havre
Bordeaux
Saint-Brieuc



EXPERTS COMPTABLES
COMMISSAIRES AUX COMPTES



3 rue Pierre et Marie Curie
Parc de Chavailles
33520 BRUGES



+33 (0)5 57 19 12 12



sagec@actheos.com



www.actheos.com

COMITE D'ETUDE ET D'INFORMATION SUR LA DROGUE ET LES ADDICTIONS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'attention de l'Assemblée Générale,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Paris

Rouen

Rennes

Le Havre

Bordeaux

Saint-Brieuc



Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Estimations comptables :

Des provisions pour risques et charges ainsi que des fonds dédiés ont été comptabilisés au passif du bilan pour un montant total de 4 865 577 €. Nous avons obtenu les éléments probants sur le caractère raisonnable de l'évaluation de ces provisions et fonds dédiés ainsi que sur leur conformité au regard de la réglementation applicable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VÉRIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.


Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Bruges, le 24 juin 2025
Le Commissaire aux Comptes
SAGEC



Sébastien CRUEGE
Commissaire aux Comptes associé



Bilan

Compte
de
Résultat

Annexe

BILAN ACTIF AU 31/12/2024

ACTIF	Exercice 2024 (selon ANC 2018-06)			Exercice 2023 (selon ANC 2018-06)
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement	7 800	7 800	0	0
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	64 461	56 331	8 130	0
Immobilisations incorporelles en cours			0	0
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	191 299	4 451	186 848	180 919
Constructions	4 232 560	2 530 640	1 701 920	1 809 549
Installations techniques, matériel et outillage industriels	941 579	615 931	325 648	190 264
Autres immobilisations corporelles	2 386 627	1 984 770	401 857	334 961
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	1 074		1 074	1 074
Autres titres immobilisés	31 473		31 473	31 031
Prêts			0	0
Autres	26 101		26 101	26 680
Total I	7 882 974	5 199 923	2 683 051	2 574 478
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes	23 310		23 310	18 745
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	243 628		243 628	187 847
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>			0	0
Autres	1 038 720		1 038 720	3 620 301
Valeurs mobilières de placement	311 525		311 525	609 626
Instruments de trésorerie			0	0
Disponibilités	5 524 407		5 524 407	3 209 654
Charges constatées d'avance	94 858		94 858	69 035
Total II	7 236 449	0	7 236 449	7 715 208
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	15 119 423	5 199 923	9 919 500	10 289 685

ENGAGEMENTS RECUS

Legs nets à réaliser :

- acceptés par les organes statutairement compétents
- autorisés par l'organe de Tutel

Dons en nature restant à vendre

BILAN PASSIF AU 31/12/2024

PASSIF	Exercice 2024 (selon ANC 2018-06)	Exercice 2023 (selon ANC 2018-06)
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise		
dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables...		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	859 044	859 044
Ecarts de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires	326 998	326 998
Autres fonds associatifs (partie 1/2)		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecarts de réévaluation (sur biens avec droit de reprise)		
Ecarts de réévaluation	53 367	53 367
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Excédents affectés à l'investissement	835 352	835 352
Réserves de compensation	579 647	631 590
Excédents affectés à la couverture du BFR	553 750	550 285
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	42 616	42 616
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	1 262 183	1 314 124
Report à nouveau		
RAN (gestion non contrôlée)	-1 648 937	-2 049 219
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables	-46 333	
Résultats sous contrôle de tiers financeurs	-148 874	80 730
Dépenses non opposables aux tiers financeurs		
Charges des activités SMS de prise en compte différée	-375 559	-338 233
Excédent ou déficit de l'exercice	338	38 544
<i>Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	27 610	42 658
Situation nette (sous total)	1 031 409	1 031 074
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	62 439	23 603
Provisions réglementées		
Couverture du BFR	71 109	71 109
Réserves des plus-values nettes d'actif	404 560	397 589
Immobilisations grevées de droit		
Autres fonds associatifs (partie 2/2)		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		

BILAN PASSIF AU 31/12/2024

PASSIF	Exercice 2024 (selon ANC 2018-06)	Exercice 2023 (selon ANC 2018-06)
Provisions réglementées		
Couverture du BFR		
Provisions pour renouvellement des immobilisations		
Réserves des plus-values nettes d'actif		
Immobilisations grevées de droit		
Droits des propriétaires - (Commodat)		
Total I	1 569 517	1 523 375
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés investissement	292 578	1 365 346
Fonds dédiés exploitation	3 922 490	3 470 752
Total II	4 215 068	4 836 098
PROVISIONS		
Provisions pour risques	105 276	47 072
Provisions pour charges	545 233	609 745
Total III	650 509	656 817
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 100 898	1 121 711
<i>dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque</i>	<i>1 047 138</i>	<i>1 029 295</i>
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	133	133
Redevables créditeurs		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	322 013	297 170
Dettes des legs ou donations	0	
Dettes fiscales et sociales	1 420 119	1 404 557
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	2 158	1 705
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	639 086	448 119
Total IV	3 484 406	3 273 395
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	9 919 500	10 289 685

COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2024 (selon ANC 2018-06)	Exercice 2023 (selon ANC 2018-06)
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	120	193
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	762 942	686 446
<i>dont ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		281 571
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	11 084 048	12 993 581
<i>Dont contributions financières des autorités de tarifications relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	9 668 726	11 580 271
Subventions		
Produits liés à des financements réglementaires		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats	200	1 055
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	202 169	119 724
Utilisations des fonds dédiés	1 165 189	1 010 163
Autres produits		
Cotisations		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs et donations		
Contributions financières reçues	336 344	375 399
Versement des fondateurs		
Quote-part de dotations consomptibles virées au compte de résultat		
Autres produits	225 622	157 623
Total I	13 776 633	15 344 184
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	2 745 980	2 543 585
Aides financières	15 912	11 331
Impôts, taxes et versements assimilés	681 764	665 677
Salaires et traitements	6 358 105	6 107 762
Charges sociales	2 764 802	2 777 162
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	403 563	376 521
Dotations aux provisions	70 221	176 417
Reports en fonds dédiés	544 144	2 480 977
Autres charges		
Aides financières		
Autres charges	159 594	153 569
Total II	13 744 084	15 293 000
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I -II)	32 549	51 184
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	21 363	20 674
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		

COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2024 (selon ANC 2018-06)	Exercice 2023 (selon ANC 2018-06)
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	21 363	20 674
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	3 034	4 437
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	3 034	4 437
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	18 329	16 237
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	50 878	67 421
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	47 327	177 136
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	47 327	177 136
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	843	1 246
Sur opérations en capital	89 284	55 045
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	7 740	149 721
Total VI	97 867	206 013
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-50 540	-28 877
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	13 845 322	15 541 994
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	13 844 984	15 503 450
SOLDE INTERMEDIAIRE		
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
EXCEDENT OU DEFICIT	338	38 544
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	20 170	10 541
Bénévolat	84 593	28 184
TOTAL	104 763	38 725
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	20 170	8 141
Prestations en nature		2 400
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole	84 593	28 184
TOTAL	104 763	38 725

ANNEXE

Annexe au bilan et au compte de résultat	Informations	
	Non produites	Produites (page)
PREAMBULE		
1- INFORMATIONS SPECIFIQUES		
1.1 Objet Social		8
1.2 Nature et périmètre des activités		8
1.3 Moyens mis en œuvre		9
2- REGLES ET METHODES COMPTABLES		
2.1 Principes comptables et méthodes de base		10
2.2 Evènements significatifs de l'exercice		11
2.3 Engagements reçus et donnés		12
3- COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT		
3.1 Etat de l'actif immobilisé et des amortissements		13
3.2 Tableau de variation des Fonds Propres		14
3.3 Tableau de variation des Fonds dédiés		15
3.4 Tableau de variation des Provisions		18
3.5 Tableau des subventions d'investissement		19
3.6 Etat des échéances, créances et dettes		20
3.7 Comptes de régularisation		20
3.8 Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité		21
3.9 Contributions volontaires en nature		21
4- AUTRES INFORMATIONS		
4.1 Autres informations		21

PREAMBULE

Le bilan de l'exercice présente un total de 9 919 500 euros

Le compte de résultat affiche un total produits de 13 845 322 euros et un total charges de 13 844 984 euros, dégageant ainsi un résultat excédentaire de 338 euros

L'exercice considéré, d'une durée de 12 mois, débute le 01/01/2024 et finit le 31/12/2024

1.1 Objet social

Conformément à ses statuts, l'objet social de l'Association se décrit comme suit :

- informer et de former les publics concernés par les problèmes de la drogue et des addictions : professionnels de santé, enseignants, travailleurs sociaux, responsables d'associations de parents, monde du travail, etc ;
- promouvoir la création de centres d'accueil, de centres de soins en addictologie et de centres de réduction des risques associés aux addictions ou d'en assurer la gestion ;
- aider les victimes de la drogue ou d'autres addictions notamment sous-main de justice, en milieu carcéral ou en post-cure ;
- recruter et de former du personnel bénévole ou rémunéré pour venir en aide aux victimes de la drogue et des addictions dans les centres d'accueil, de soins et d'insertion et hors de ces centres (rues, quartiers...) ;
- promouvoir toutes études et recherches concernant la drogue, les addictions et les problématiques associées ;
- mener toute autre action qui paraîtrait opportune concernant les problèmes de drogue, de prévention et de traitement des toxicomanies et autres addictions ainsi que des pathologies (Sida, hépatites...) et problématiques psychosociales associées ;
- mener toute action d'accueil et d'accompagnement de personnes en situation de prostitution (accès à la prévention et aux soins des risques infectieux, accès aux droits, accompagnement des victimes de la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle et des parcours de sortie de la prostitution) ;
- mener toute action d'insertion par l'activité économique.

1.2 Nature et périmètre des activités

L'Association gère 8 établissements médico-sociaux de type CSAPA/CAARUD répartis sur 3 départements :

- En Gironde :

- * le CSAPA Maurice Serisé implanté à Bordeaux et comprenant des antennes sur Arcachon, Libourne, Langon et Barsac
- * le CAARUD Planterose implanté à Bordeaux avec une unité mobile se déplaçant sur le département
- * le CSAPA résidentiel de Bègles
- * le CSAPA Communauté thérapeutique de Barsac
- * le CSAPA résidentiel de la Ferme Merlet

- En Dordogne :

- * le CSAPA Dordogne implanté sur Périgueux et ses antennes sur Bergerac et Sarlat
- * le CAARUD Dordogne implanté sur Périgueux et ses antennes sur Bergerac et Sarlat

- En Pyrénées Atlantiques :

- * le CSAPA Béarn Addictions implanté sur Pau

1.2 Nature et périmètre des activités (suite)

Par ailleurs, l'Association mène également de nombreuses actions auprès de différents publics :

- Pôle de prévention/formation (en milieux scolaire, festif et professionnel)
- Pôle insertion professionnelle (Chantiers d'insertion, programme TAPAJ)
- Pôle Errance (suivi et accompagnement des jeunes en errance)
- Pôle prostitution (suivi et parcours de sortie des personnes victimes de la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle)

1.3 Moyens mis en œuvre

Pour mener l'ensemble de ses actions, l'Association bénéficie de financements attribués principalement dans le cadre de ses agréments CSAPA/CAARUD ou par appels à projets. Ainsi, sur l'exercice 2023, les ressources obtenues se détaillent comme suit :

- 11 580 271 € de dotations ONDAM versées par l'ARS Nouvelle-Aquitaine
- 1 398 790 € de subventions accordés par l'ARS Nouvelle-Aquitaine, la MILDECA, le FIPD, la DRDFE, la Région, le Département, le CDAD, les Communes (Bordeaux, Pau...)
- 2 562 933 € d'autres produits (prestations de service, recettes en atténuation, aides privées, reprises de fonds dédiés etc...)

Ces ressources ont notamment permis à l'Association d'employer 212 salariés (pour 169,95 ETP) répartis selon les catégories suivantes :

- Direction/encadrement : 24 salariés
- Médical : 21 salariés
- Psychologue : 19 salariés
- Infirmier : 24 salariés
- Socio-éducatif : 72 salariés
- Administratif : 20 salariés
- Services généraux : 9 salariés
- Ouvrier : 23 salariés

Répartition des effectifs C/NC

	Exercice N		Exercice N-1	
	Nombre	ETP	Nombre	ETP
Personnel cadre	73	51,18	79	53,83
Personnel non cadre	139	118,77	132	112,6
TOTAL	212	169,95	211	166,43

2.1 Principes comptables et méthodes de base

Les comptes annuels de l'exercice sont établis et présentés conformément aux règles du plan comptable général et aux dispositions particulières prévues :

- par le règlement ANC 2018-06
- par le règlement ANC 2019-04
- par le décret n° 2003-1010 du 22/10/2003 applicable aux établissements sociaux et médicaux-sociaux
- pour les organismes de formation
- Application des règlements CRC 2002-10 et 2004-6 concernant la comptabilisation des actifs et les méthodes d'amortissement :
- Les frais d'acquisition d'immobilisations ont été incorporés au coût d'acquisition des immeubles
- Les immeubles ont fait l'objet d'une décomposition en fonction de la durée d'utilisation des composants

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euros.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Cotisations

Les cotisations sont comptabilisées en produits à l'encaissement.

2.2 Evènements significatifs de l'exercice

Une nouvelle demande d'autorisation de frais de siège a été déposée auprès des services de l'ARS Nouvelle-Aquitaine le 01/10/2024. Cette demande a fait l'objet d'une réponse favorable et un arrêté a été émis le 24/01/2025, portant autorisation de la prise en charge des frais de siège de l'Association pour la période 2025-2029.

Une convention de coopération a été signée le 28/05/2024 entre le CEID-Addictions et l'Association APLEAT-ACEP en vue de constituer une grappe de 16 établissements et permettre d'être éligible au financement des projets du Programme ESMS numérique instauré par les ARS. Les deux associations ont ainsi pu obtenir un financement visant à mettre en place, au sein de nos établissements, un nouveau logiciel métier conforme aux normes du "SEGUR du numérique".

Le Pôle Formation de l'Association a obtenu la certification Qualiopi en date du 23/09/2024. Les exigences de cette certification va ainsi garantir aux bénéficiaires un haut niveau de qualité des formations proposées ainsi que la possibilité d'une prise en charge par les Opérateurs de Compétences (OPCO).

2.3 Engagements reçus et donnés

Privilège de prêteur de deniers de premier rang à hauteur de 130 000 € au profit du Crédit Coopératif sur l'ensemble immobilier situé 20 place Pey-Berland à Bordeaux.

Privilège de prêteur de deniers de premier rang à hauteur de 287 000 € au profit du Crédit Coopératif sur l'ensemble immobilier situé 50 rue Billaudel à Bordeaux.

Engagement retraite

A la clôture de l'exercice, le montant de l'engagement de retraite s'élève à 726 653 € et se répartit comme suit :

- montant brut des indemnités de départ à la retraite :	474 936,00 €
- charges sociales et fiscales correspondantes (53%) :	251 717,00 €

Les hypothèses de base retenues sont les suivantes :

- calcul des droits acquis selon la convention collective 66
- conditions de départ : départ volontaire
- âge de départ en retraite : 67 ans
- progression des rémunérations de 1% par an
- taux d'actualisation financière : 2,80% par an
- application des tables de mortalité générale et de probabilité de présence dans l'association selon l'âge du salarié et le rythme de "turnover"

Cette provision est en partie externalisée à l'organisme Malakoff-Médéric.

Solde des engagements externalisés au 31/12/2023 : 379 433,44 €

En 2024, ce solde a été augmenté de cotisations et d'intérêts pour 39 433,73 € et diminué de prestations versées et de frais de gestion pour 292 €.

Solde des engagements externalisés au 31/12/2024 : 418 575,17 €

Il convient de préciser que des produits à recevoir ont été comptabilisés au 31/12/2024, pour un montant de 104 450 €, et correspondent aux demandes de remboursement des indemnités de fin de carrière de salariés partis sur l'exercice 2024. Ces sommes viennent donc en déduction de notre externalisation.

Par ailleurs, des provisions sont comptabilisées pour un total de 412 527,95 €

Soit un solde total de la couverture des engagements retraite de 726 653,12 €

3.1 Etat de l'actif immobilisé et des amortissements

MOUVEMENTS AYANT AFFECTE LES DIVERS POSTES DE L'ACTIF IMMOBILISE

	<u>Au 01/01/2024</u>	<u>Augmentation</u>	<u>Diminution</u>	<u>Reclassement et</u> <u>mvt inter-établissements</u>	<u>Au 31/12/2024</u>
Immobilisation incorporelles	56 000	16 260			72 260
Immobilisations corporelles	7 261 350	510 355	19 629	- 10	7 752 066
Immobilisations financières	58 785	1 642	1 779		58 648
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	7 376 136	528 257	21 408	- 10	7 882 975

Détail par sites :

Bordeaux	1 943 163	269 518	4 063		2 208 618
Bègles	652 084	56 376			708 460
Barsac	1 978 995	27 978		- 10	2 006 963
Chantiers d'insertion	207 235	55 980			263 215
Dordogne	516 598	43 582	250		559 930
Béarn Addictions	295 397	34 865	17 095		313 167
Ferme Merlet	1 782 663	39 956			1 822 619

MOUVEMENTS AYANT AFFECTE LES AMORTISSEMENTS

	<u>Au 01/01/2024</u>	<u>Augmentation</u>	<u>Diminution</u>	<u>Reclassement et</u> <u>mvt inter-établissements</u>	<u>Au 31/12/2024</u>
Immobilisation incorporelles	56 001	8 130			64 131
Immobilisations corporelles	4 745 657	398 430	8 372	77	5 135 792
TOTAL AMORTISSEMENTS	4 801 658	406 560	8 372	77	5 199 923

Détail par sites :

Bordeaux	1 528 295	131 705	2 534	77	1 657 543
Bègles	422 115	32 488			454 603
Barsac	1 217 366	93 791			1 311 157
Chantiers d'insertion	193 688	8 841			202 529
Dordogne	423 486	33 318			456 804
Béarn Addictions	229 611	28 233	5 838		252 006
Ferme Merlet	787 095	78 185			865 280

CEID-Addictions
Exercice clos le 31/12/2024

3.2 Tableau de variation des Fonds Propres

Variation des fonds propres	À l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	À la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	859 044				859 044
Fonds propres avec droit de reprise	326 998				326 998
Ecart de réévaluation	53 367				53 367
Réserves	2 059 842	3 465	37 768	89 710	2 011 364
<i>Dont réserves des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée</i>	631 589		37 768	89 710	579 647
Report à nouveau	-2 306 722	35 080	524 511	472 571	-2 219 703
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée</i>	-692 153	42 658	459 660	380 931	-570 766
Excédent ou déficit de l'exercice	38 544	-38 544	338		338
<i>Dont résultat des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée</i>	42 658	-42 658	27 610		27 610
Situation nette	1 031 073	0	562 617	562 282	1 031 410
Fonds propres consommables	0				0
Subventions d'investissement	23 603		128 509	89 673	62 439
Provisions réglementées	468 699		6 970		475 669
TOTAL	1 523 375		698 096	651 955	1 569 517

0

CEID-Additions
Exercice clos le 31/12/2024

3.3 Tableau de variation des Fonds Dédiés

Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS (1)	4 521 208	385 935	907 252	-	15	3 999 906	-
Fonds dédiés à l'investissement Bordeaux	279 557		50 559		63 581	292 578	
Fonds dédiés à l'exploitation Bordeaux	1 702 274	293 280	411 902		- 63 581	1 520 071	
Fonds dédiés à l'investissement Bègles	182 244		11 791		2	170 455	
Fonds dédiés à l'exploitation Bègles	104 736	50 000	45 016			109 720	
Fonds dédiés à l'investissement Barsac	198 886		12 754			186 132	
Fonds dédiés à l'exploitation Barsac	186 220	7 600	13 494			180 326	
Fonds dédiés à l'investissement Dordogne	106 665		21 357		13	85 321	
Fonds dédiés à l'exploitation Dordogne	520 008	3 900	120 037			403 871	
Fonds dédiés à l'investissement Béarn addiction	170 523		106 568			63 955	
Fonds dédiés à l'exploitation Béarn addictions	177 467		52 794			124 673	
Fonds dédiés à l'investissement Ferme Merlet	427 471	21 635	29 120			419 987	
Fonds dédiés à l'exploitation Ferme Merlet	465 157	9 520	31 861			442 816	
Subventions d'exploitation (1)	199 063	142 466	198 363	-	-	143 166	-
Fonds dédiés Bordeaux Projet Vidéo / PPS - 2019	1 088		1 088			-	
Fonds dédiés Bordeaux Festival / PPS - 2024	4 273	4 400	4 273			4 400	
Fonds dédiés Bordeaux MNA / PPS - 2019	6 801		6 801			-	
Fonds dédiés Bordeaux Prostitution / DGS - 2023	7 410		7 410			-	
Fonds dédiés Bordeaux RDR quartier / FLCA - 2022	70 283		70 283			-	
Fonds dédiés Bordeaux TREND / FLCA - 2014	42 910	80 000	42 910			80 000	

CEID-Additions
Exercice clos le 31/12/2024

3.3 Tableau de variation des Fonds Dédiés

Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Fonds dédiés Bordeaux Tapaj / Mairie Bordeaux - 2021/2022	18 577		18 577			-	
Fonds dédiés Bordeaux Acteurs festifs / MILDECA - 2024	-	2 000				2 000	
Fonds dédiés Barsac Formation MSP / FIR - 2024	-	26 066				26 066	
Fonds dédiés Dordogne URUD / DRSPB-ARS 2024	23 604	30 000	23 604			30 000	
Fonds dédiés Ferme Merlet TAPAJ / FLCA - 2022	19 117		19 117			0	
Fonds dédiés Ferme Merlet projet photo / FAS - 2023	5 000		4 300			700	
Contributions financières d'autres organismes (1)	115 827	15 743	59 573	-	-	71 997	9 549
Fonds dédiés Bordeaux Tapaj / Fondation Orange (permis) - 2015	2 916					2 916	2 916
Fonds dédiés Bordeaux Bordeaux VHC / Don abbvie - 2019	11 200		5 067			6 133	6 133
Fonds dédiés Bordeaux ARPA Chemsex / AIDES - 2022	8 333		8 333			0	
Fonds dédiés Bordeaux Aménagement cuisine / Mécénats entreprises - 2021	3 280		435			2 844	
Fonds dédiés Bordeaux Tapaj Arcachon/ TAPAJ France- 2021/2022	500					500	500
Fonds dédiés Bordeaux CEJ/ Consortium SOS 2023	37 000	10 743				47 743	
Fonds dédiés Dordogne Médiation canine / FdF- 2022	1 530		1 530			-	

CEID-Additions
Exercice clos le 31/12/2024

3.3 Tableau de variation des Fonds Dédiés

Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Fonds dédiés Barsac Don scooter / Ancien résident - 2022	1 177		350			827	
Fonds dédiés Ferme Merlet crédit starter TAPAJ / TAPAJ France - 2022	20 000		14 000			6 000	
Fonds dédiés Ferme Merlet Jeunes en rupture / CEJ - 2022	29 019		29 019			0	
Fonds dédiés Chantiers insertions Landiras / FAS - 2024	-	5 000	59			4 941	
Fonds dédiés Chantiers insertions Don véhicule - CD 33 - 2020	871		780			91	
TOTAL	4 836 097	544 144	1 165 188	-	15	4 215 068	9 549

CEID-Addictions
Exercice clos le 31/12/2024

3.4 Tableau de variation des Provisions

Variation des provisions	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Transferts	Solde à la clôture de l'exercice
		Augmentation	Diminution		Montant global
Provisions pour risques	47 072	58 204	-	-	105 276
Provision litige Béarn	47 072				47 072
Provision reversement subventions Béarn	-	58 204			58 204
Provisions engagement retraite	408 289	9 789	5 550	-	412 527
Provision indemnité départ retraite Bordeaux	136 000				136 000
Provision indemnité départ retraite Bègles	11 000				11 000
Provision indemnité départ retraite Barsac	80 117				80 117
Provision indemnité départ retraite Dordogne	86 054				86 054
Provision indemnité départ retraite Béarn addictions	79 731	- 2 228	5 550		71 953
Provision indemnité départ retraite Ferme Merlet	15 387	12 017			27 404
Provisions pour charges	201 457	-	68 751	-	132 706
Provisions pour charges Bordeaux	30 693		16 742		13 951
Provisions pour charges Bègles	21 332		5 790		15 542
Provisions pour charges Barsac	33 602		6 143		27 458
Provisions pour charges Chantiers insertion	4 532		85		4 447
Provisions pour charges Dordogne	81 324		25 548		55 776
Provisions pour charges Béarn Addictions	8 750		7 000		1 750
Provisions pour charges Ferme Merlet	21 224		7 443		13 781
TOTAL	656 818	67 993	74 302	-	650 509

3.5 Tableau des subventions d'investissement

Subventions d'investissement	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice Montant global
		Augmentation	Diminution	
Montant nominal :				
Affectées à des biens non renouvelables	165 821	50 000	78 449	137 372
Subvention investissement Bordeaux / DDCS - 2017	4 450		4 450	-
Subvention investissement Bordeaux / Fondation Auchan - 2015	15 000		15 000	-
Subvention investissement Bordeaux / Fondation de France-FFB - 2021	7 292			7 292
Subvention investissement Chantiers insertion / Région PARIE - 2013/2014	24 999		24 999	-
Subvention investissement Chantiers insertion / Région PARIE - 2016/2017	12 000		12 000	-
Subvention investissement Chantiers insertion / Région NA - 2022	6 000			6 000
Subvention investissement Chantiers insertion / Région NA - 2024		50 000		50 000
Subvention investissement Chantiers insertion / DIRECCTE FDI - 2016/2017	6 000		6 000	-
Subvention investissement Chantiers insertion / DIRECCTE FDI - 2017/2018	11 000		11 000	-
Subvention investissement Chantiers insertion / DIRECCTE FDI - 2019	5 000		5 000	-
Subvention investissement Chantiers insertion / DIRECCTE FDI - 2022	6 000			6 000
Subvention investissement Béarn additions / CAF - 2015	17 800			17 800
Subvention investissement Béarn additions / CAF - 2015	11 900			11 900
Subvention investissement Ferme merlet / Maison St Martin - 2004	-			-
Subvention investissement Ferme merlet / hangar - 2009	38 380			38 380
Subvention investissement Ferme merlet / armoire médicale - 2013	-			-
	-			-
Affectées à des biens renouvelables				
TOTAL	165 821	50 000	78 449	137 372
Quotes-parts virées au résultat :				
Affectées à des biens non renouvelables	142 218	11 163	78 449	74 932
Subvention investissement Bordeaux / DDCS - 2017	4 450		4 450	-
Subvention investissement Bordeaux / Fondation Auchan - 2015	15 000		15 000	-
Subvention investissement Bordeaux / Fondation de France-FFB - 2021	1 795	730		2 524
Subvention investissement Chantiers insertion / Région PARIE - 2013/2014	24 967		24 967	-
Subvention investissement Chantiers insertion / Région PARIE - 2016/2017	12 000		12 000	-
Subvention investissement Chantiers insertion / Région NA - 2022	2 639	2 000		4 638
Subvention investissement Chantiers insertion / Région NA - 2024		591		591
Subvention investissement Chantiers insertion / DIRECCTE FDI - 2016/2017	6 000		6 000	-
Subvention investissement Chantiers insertion / DIRECCTE FDI - 2017/2018	11 000		11 000	-
Subvention investissement Chantiers insertion / DIRECCTE FDI - 2019	4 558	474	5 032	-
Subvention investissement Chantiers insertion / DIRECCTE FDI - 2022	2 639	2 000		4 638
Subvention investissement Béarn additions / CAF - 2015	15 575	1 780		17 355
Subvention investissement Béarn additions / CAF - 2015	10 413	1 190		11 603
Subvention investissement Ferme merlet / hangar - 2009	31 184	2 399		33 583
Affectées à des biens renouvelables				
TOTAL	142 218	11 163	78 449	74 932

3.6 Etat des échéances des créances et des dettes

Les échéances des autres créances et des dettes sont à moins d'un an.

	<u>TOTAL</u>	<u>- 1 an</u>	<u>1 à 5 ans</u>	<u>+ 5 ans</u>
Emprunt Crédit Coopératif Pey-Berland	32 954,05	10 564,13	22 389,92	
Emprunt Crédit Coopératif Billaudel	24 456,65	24 456,65		
Concours bancaires courants	1 047 137,45			
Intérêts courus	-3 650,56			
TOTAL ECHEANCES	1 100 897,59	35 020,78	22 389,92	0,00

Emprunts souscrits en cours d'exercice	0,00
Emprunts remboursés en cours d'exercice	38 590,03

3.7 Comptes de régularisation

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	94 858,41
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	639 086,33
CHARGES A PAYER	1 010 648,55
- Banques	3 651
- Fournisseurs	100 048
- Clients	71 858
- Personnel	12 274
- Congés à payer	539 282
- Charges sociales sur congés	283 536
PRODUITS A RECEVOIR	81 009,36
- CEID Bordeaux	
- CEID Chantiers insertion	81 009
- CEID Bègles	
- CEID Barsac	
- CEID Dordogne	
- CEID Béarn	
- CEID Ferme Merlet	

3.8 Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité

	Exercice 2024	Exercice 2023
RESULTAT COMPTABLE	338	-186 123
Reprise du résultat antérieur	2 852	3 643
Variation congés payés pour détermination du résultat ESSMS	-56 845	-57 065
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	-53 655	-239 545
Dont résultat effectif sous gestion propre	-27 948	-118 245
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	87 307	103 367

3.9 Contributions volontaires en nature

	Dons en nature	Prestations en nature	Bénévolat
Béarn : mise à disposition local maison du citoyen		200	
Béarn : mise à disposition mobilier maison du citoyen		800	
Béarn : mise à disposition local médiation Paloise		3 570	
Béarn : mise à disposition local Caso		13 200	
Béarn : mise à disposition local OGFA		2 400	
Béarn : mise à disposition bénévoles dentaire			42 200
Béarn : mise à disposition bénévoles CASO			42 393
Total CVN	0	20 170	84 593

4.1 Autres informations

Valorisation du bail emphytéotique conclu entre le CEID et la Mairie de Bordeaux pour l'immeuble situé 24 rue du Parlement St Pierre à Bordeaux :

La méthode préconisée par la doctrine pour évaluer un droit d'emphytéose est la suivante (Culot, A., « Droits de succession et de mutation par décès – Taxe compensatoire des droits de succession », Rép. not., Tome XV, Droit fiscal, Livre 2/1, Bruxelles, Larcier, 2009, n° 623-1 ; I. Durant, Droit des biens, Bruxelles, Larcier, n° 500)

valeur de l'emphytéose par la formule : $(VL/R) * (1 - (1/(1+R))^N)$

Où :

VL est la valeur locative annuelle nette (soit la valeur locative moins les redevances emphytéotiques et les charges) ;

R est le taux de rendement locatif ; R est obtenu en divisant VL (sans soustraction des redevances emphytéotiques) par la valeur de la pleine propriété ;

N est la durée (restante) du droit d'emphytéose.

$VL = 67\,290\,€ - 0,15€ - 6\,000 = 61\,289,85$

$R = 61\,290/940\,000 = 0,065$

$N = 17$ ans (fin bail 2041)

$(VL/R) * (1 - (1/(1+R))^N = (61\,289,85/0.065) * (1 - (1/(1+0.065)))^{17} = 619\,676\,€$

Montant des rémunérations des 3 plus hauts cadres dirigeants (article 20 de la loi 2006-586 du 23/05/2006) : 260 934 €

Montant des honoraires du Commissaire aux comptes : 17 056 € TTC